



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 24 – 1<sup>er</sup> juillet 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Un rapport du Comité britannique sur le changement climatique (CCC) conclut que le R-U n'atteindra pas la neutralité carbone d'ici 2050 sans une stratégie climatique pérenne

### Climat & Energie

- Le gouvernement britannique pourrait couper ses exportations de gaz naturel vers le continent européen si la crise énergétique s'accroît
- *Ofgem*, le régulateur des marchés de l'énergie, propose de limiter les profits des opérateurs du réseau de distribution d'électricité à partir d'avril 2023

### Environnement

- Le ministre de l'Environnement, George Eustice, souhaite amender la législation issue de la directive européenne Habitats

### Industrie

- L'industrie automobile britannique demande des mesures de soutien pour réussir sa transition vers l'électrique dans un contexte de prix élevés de l'énergie
- Malgré des difficultés persistantes dans le secteur, la production automobile britannique augmente pour la première fois depuis juin 2021
- La start-up britannique *Livista Energy* obtient un financement public pour installer une raffinerie de lithium au R-U

### Transport

- Le ministère des Transports (*DfT*) prolonge jusqu'au 13 juillet le plan de soutien accordé à *Transport for London (TfL)*
- Les perturbations dans les aéroports britannique se poursuivent malgré les mesures prises par le gouvernement depuis avril
- L'aéroport d'Heathrow pourrait être obligé de réduire ses redevances d'atterrissage

## Fait marquant

### Un rapport du Comité britannique sur le changement climatique (CCC) conclut que le R-U n'atteindra pas la neutralité carbone d'ici 2050 sans une stratégie climatique pérenne

Selon un [rapport d'étape](#) du Comité britannique sur le changement climatique (CCC), un organisme public indépendant créé en 2008 et destiné à éclairer le gouvernement et le Parlement sur le changement climatique, l'administration de Boris Johnson ne met pas en place les moyens pour respecter son engagement juridiquement contraignant d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Lord Deben, président du comité et ancien ministre de l'environnement conservateur, a ainsi déclaré en propos liminaire du rapport que « le gouvernement s'était fixé des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions, mais qu'il n'y avait pas de politique publique cohérente pour les atteindre ».

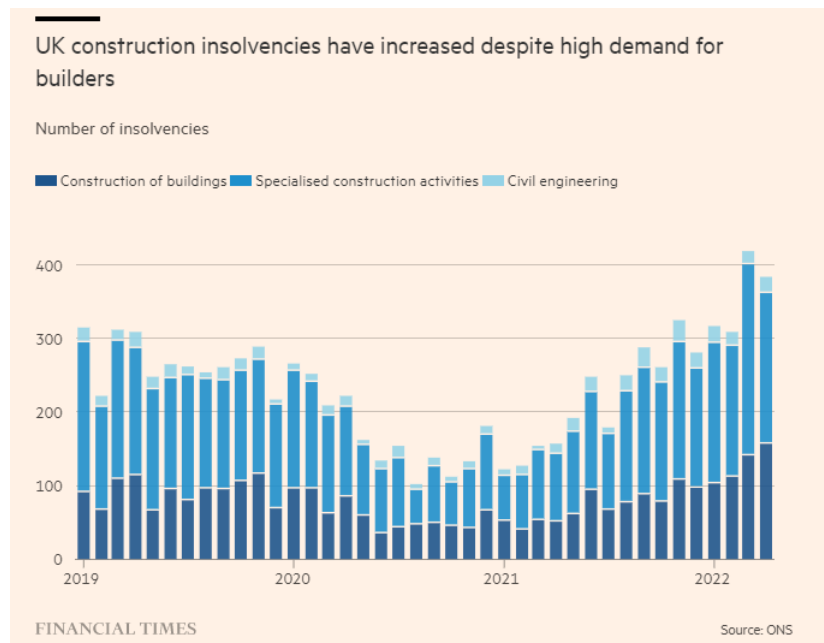
Le rapport souligne que le principal échec du gouvernement est l'absence de politique d'isolation thermique à grande échelle dans un pays où les logements sont les moins bien [isolés](#) d'Europe. Le logement constitue ainsi le premier poste d'émission du pays. L'absence de stratégie concernant les émissions liées à l'agriculture est également soulevée par le comité. Ce dernier relève le peu de campagnes de sensibilisation pour inciter les Britanniques à adapter leurs comportements comme par exemple adopter un régime moins carné et opter, quand cela est possible, pour les mobilités douces.

## Le chiffre de la semaine

**105 £ (121,7 €)**

C'est le coût moyen d'un plein d'[essence](#) pour une voiture familiale (réservoir de 55 L) observé à la pompe lundi 27 juin. Le prix de l'essence a atteint un nouveau record à 1,91 £/L (2,22 €/L). Les associations d'automobilistes ont accusé les détaillants de ne pas réduire les prix à la pompe alors que les prix de gros ont baissé ces dernières semaines. Selon la presse britannique, le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak envisagerait de réduire de nouveau les droits d'accises sur les carburants (*fuel duty*).

## Les graphiques de la semaine



Entre avril 2021 et avril 2022, plus de 3 400 petites entreprises du [bâtiment](#) (souvent des entreprises familiales employant moins de 50 salariés) ont été placées sous administration judiciaire, soit le niveau le plus élevé depuis la crise financière de 2008/2009. Ce phénomène s'explique notamment par la forte hausse du prix des matériaux depuis la pandémie (cf. graphique), ces derniers représentant en moyenne entre 20 et 25 % des coûts de construction. Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation du coût du transport, combinée à la forte hausse des prix de l'énergie et des rémunérations, qui auraient augmenté de près de 10 % en un an compte tenu des tensions sur le marché du travail, accentuées par les

départs en retraite et les difficultés à recruter des ressortissants de l'UE. Selon les associations professionnelles du secteur, la fin des aides Covid a également joué un rôle dans ces faillites.

## Climat & Energie

**Flash** – Un sondage conduit par l'université [King's College London](#) révèle qu'un adulte sur six au R-U doute du rôle de l'activité humaine dans le changement climatique.

**Flash** – Lord Deben, président du Comité britannique sur le changement climatique (CCC), a qualifié d'« absolument indéfendable » le projet d'une nouvelle mine de charbon en [Cumbrie](#). Il précise que 80 % des ressources de cette mine seraient destinées à l'exportation et non à la consommation interne et rappelle l'engagement du gouvernement de ne plus recourir au charbon au R-U d'ici octobre 2024.

### Le gouvernement britannique pourrait couper ses exportations de gaz naturel vers le continent européen si la crise énergétique s'accroît

Le [FT](#) rapporte que *National Grid*, le gestionnaire de réseau électrique du R-U, pourrait stopper ses exportations de gaz naturel vers la Belgique et les Pays-Bas si la guerre en Ukraine intensifie encore la pression sur l'approvisionnement national. Cette mesure fait partie d'une stratégie de contingence plus large incluant une campagne de sensibilisation pour pousser les particuliers à réduire leur consommation et un plan de rationnement de l'énergie fournie aux industries énergivores.

Depuis mars 2022, les deux *pipelines* sous-marins reliant la Grande-Bretagne à la Belgique et aux Pays-Bas fonctionnent à leur capacité maximale, exportant 75 millions de mètres cubes de gaz par jour vers le continent. Ces volumes s'expliquent en partie par la stratégie d'approvisionnement et stockage mise en place par l'UE à la suite de l'invasion en Ukraine. Pour mémoire, l'Union européenne a adopté un texte prévoyant que les installations de stockage souterraines de gaz sur le territoire des États membres devront être remplies à au moins 80 % de leur capacité avant l'hiver 2022/2023 et à 90 % avant les périodes hivernales suivantes.

Bart Jan Hoevers, président du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport de gaz a appelé *National Grid* à reconsidérer l'arrêt des interconnexions en cas de crise, soulignant que si le R-U exporte du gaz naturel vers le continent en période estivale, il en importe de manière importante au plus fort de l'hiver : ainsi, lors de la tempête « *Beast from the East* » en 2018, le R-U avait reçu jusqu'à 25 % de son gaz via ses interconnexions avec les États de l'UE.

### Ofgem, le régulateur des marchés de l'énergie, propose de limiter les profits des opérateurs du réseau de distribution d'électricité à partir d'avril 2023

*Ofgem*, le régulateur des marchés de l'énergie, a publié sa [vision](#) pour les 5 prochaines années pour assurer aux consommateurs un approvisionnement énergétique fiable, durable et à moindre coût. La mesure principale est une révision du plafond des prix de distribution d'électricité (dit RII0-ED2). Le nouveau plafond, qui fixe les revenus que chacun des 14 opérateurs du réseau de distribution britannique peut obtenir, réduirait son taux de rendement annuel de 6,8 % à 4,75 % à partir d'avril 2023.

Le régulateur a déclaré que ces propositions permettraient de dépenser 20,9 Md£ pour l'entretien et l'amélioration du réseau tout en stabilisant le coût par Britannique à 100 £ par an sur les factures énergétiques. Cette décision affectera six entreprises, dont *ScottishPower*, *Northern Powergrid* et *UK Power Networks*, qui possèdent les réseaux de distribution locaux.

Gillian Cooper, responsable de la politique énergétique pour l'association de consommateurs *Citizens Advice*, a déclaré qu'*Ofgem* avait « raison d'inciter les réseaux [de distribution] à fonctionner aussi efficacement que possible ». Elle dénonce les profits excessifs des opérateurs et leurs investissements insuffisants dans les infrastructures ; une [enquête](#) d'*Ofgem* publiée début juin avait révélé que près de trois quarts des pylônes électriques endommagés avaient plus de 40 ans.

## Environnement

**Flash** – Des études de *Wildlife and Countryside Link* et la *Royal Society for the Protection of Birds (RSPB)* indiquent que malgré l'interdiction du brûlage agricole sur des [tourbières](#), entre 51 et 70 brûlages ont eu lieu sur ces sites entre 2021 et 2022. Ces brûlages favorisent le réchauffement climatique, les tourbières constituant le plus grand stock de carbone organique terrestre du monde.

**Flash** – Le R-U lèvera cette semaine les restrictions à l'importation de produits alimentaires en provenance de [Fukushima](#) au Japon.

## Le ministre de l'Environnement, George Eustice, souhaite amender la législation issue de la directive européenne Habitats

George Eustice a déclaré aux députés que la directive Habitats figurait dans une liste de lois qu'il souhaitait modifier pour « réduire la bureaucratie ». Pour mémoire, cette directive prévoit des protections pour les sites naturels britanniques depuis 1992. Elle couvre un réseau de zones - connues sous le nom de sites Natura 2000 - où des habitats spéciaux sont protégés. Il existe plus de 320 sites Natura 2000 en Angleterre, près de 900 au Royaume-Uni et plus de 25 000 dans toute l'Europe.

Richard Benwell, directeur exécutif de l'association environnementale *Wildlife and Countryside Link* regrette une « proposition rétrograde » qui risque de mettre en péril le dispositif de protection de la biodiversité le plus ambitieux au R-U. S'exprimant dans le quotidien *The Guardian*, il s'est opposé à la suppression de la directive Habitat, dont les apports pour la biodiversité par rapport à d'autres législations comparables ont été corroborés par des études. Selon lui, supprimer le texte transposant cette directive en droit britannique, sur le postulat que d'autres lois nationales, qui n'ont par ailleurs toujours pas été présentées au Parlement, peuvent s'y substituer constitue un sérieux pas en arrière dans la protection de la nature, tout en créant de coûteux retards et incertitudes.

## Industrie

**Flash** – La Grande-Bretagne prolonge de deux ans les quotas et tarifs douaniers sur cinq [produits sidérurgiques](#) tout en élargissant la liste des pays soumis à ces mesures. Cette décision,

dont la compatibilité avec les règles de l'OMC pourrait être contestée, vise à protéger l'industrie sidérurgique britannique contre des importations massives d'acier bon marché en provenance de pays comme la Chine.

**Flash** – Le gouvernement lance deux consultations, ouvertes jusqu'au 13 juillet, afin d'examiner les risques en matière de [concurrence](#) et de [sécurité nationale](#) qui pourraient résulter du projet de rachat de l'entreprise d'aérospatial *Meggitt* par le groupe américain *Parker-Hannifin*.

## L'industrie automobile britannique demande des mesures de soutien pour réussir sa transition vers l'électrique dans un contexte de prix élevés de l'énergie

Selon un rapport publié par l'association des constructeurs automobiles britanniques ([SMMT](#)), la hausse des prix de l'énergie en 2022 représentera un surcoût de 90 M£ pour le secteur, et rappelle que les prix de l'électricité sont, au R-U supérieurs à tous les pays européens et de 59 %, à la moyenne de l'Union européenne. Face à cette situation, la *SMMT* propose:

- d'inclure l'industrie automobile dans la liste des industries électro-intensives bénéficiant d'un soutien spécifique de l'Etat;
- d'élargir l'*Automotive Transformation Fund* afin de stimuler la transformation et l'adaptation des chaînes d'approvisionnement;
- d'améliorer les mesures fiscales de soutien à l'investissement des entreprises;
- de garantir la mise en œuvre complète de l'accord de commerce et de coopération avec l'Union européenne et donner la priorité à l'automobile britannique dans la politique commerciale et les futurs accords de libre-échange;
- de se concentrer sur les besoins actuels et futurs en matière de compétences par le biais d'une réforme du financement de l'apprentissage et d'une stratégie dédiée aux compétences automobiles à long terme.

La *SMMT* a également publié ses données sur les volumes de production en mai (cf. brève infra).

## Malgré des difficultés persistantes dans le secteur, la production automobile britannique augmente pour la première fois depuis juin 2021

Selon les dernières données publiées par la *SMMT*, la production de [voitures](#) en mai a augmenté de 13,3 % par rapport à mai 2021, après dix mois consécutifs de baisse. La hausse est de 26,5 % pour les [véhicules utilitaires](#) et 12,3 % pour les [moteurs](#). La *SMMT* note néanmoins que les volumes de production de voitures demeurent inférieurs à 2021, année pourtant marquée par plusieurs confinements. La production de voitures entre janvier et mai 2022 a ainsi diminué de 23,2 % par rapport à la même période en 2021 (- 14,5 % pour les moteurs). La production de véhicules utilitaires entre janvier et mai 2022 a pour sa part augmenté de 44 % par rapport à la même période en 2021. . La hausse de la production s'explique majoritairement par les commandes à l'export : 82,1 % des voitures étant exportée, l'UE demeurant le premier marché d'exportation. Les exportations de véhicules utilitaires ont augmenté de plus de 90 % entre mai 2022 et mai 2021. La *SMMT* rappelle que plusieurs facteurs tels que la pénurie de semi-conducteurs, les prix élevés de l'énergie, l'inflation et le conflit ukrainien devraient continuer de perturber sa production dans les mois à venir, justifiant un soutien plus important de la part de l'Etat.

## La start-up britannique *Livista Energy* obtient un financement public pour installer une raffinerie de lithium au R-U

Le projet de *Livista Energy* fait partie des 21 projets qui ont reçu un soutien de près de 45 M£ de la part de l'*Advanced Propulsion Centre*, un organisme public, lors de son dernier cycle de financement. La Chine produirait environ 90 % du [lithium](#) raffiné utilisé dans les batteries, notamment celles équipant les véhicules électriques. *Livista*, qui bénéficie également du soutien d'investisseurs privés, souhaite construire un site d'une capacité initiale de raffinage de 30 000 tonnes annuelles de lithium et prévoit d'atteindre progressivement 60 000 tonnes. L'usine pourrait être implantée à Blythe, près de la future *gigafactory* de *BritishVolt*. Une autre start-up britannique, *Green Lithium*, prévoit d'installer en Angleterre une raffinerie de lithium d'une capacité de 50 000 tonnes annuelles.

## 📍 Transports

**Flash** – La *Road Safety Investigation Branch (RSIB)* enquêtera sur les accidents de la [route](#) et les moyens de les réduire. La *RSIB* travaillera également sur les évolutions en matière de sécurité routière en lien notamment avec le déploiement des véhicules électriques, autonomes et des trottinettes. La création de cette unité spécialisée fait suite à une [consultation](#) publique menée par le gouvernement en 2021.

**Flash** – Le gouvernement a alloué plus d'1 Md£ au remplacement des équipements de [signalétique](#) obsolètes sur la *East Coast Main Line* par le *European train control system (ETCS)*. Ce système permet aux conducteurs de trains de recevoir des informations de manière continue et en temps réel.

**Flash** – Dans un courrier adressé au ministre Kwasi Kwarteng, 13 agences d'[intérim](#) et de recrutement appellent le gouvernement à revenir sur un projet de loi permettant de recruter des travailleurs intérimaires pour remplacer les employés grévistes, considérant que ces dispositions pourraient encourager le durcissement des grèves ainsi que nuire à leur réputation. Cette mesure avait été largement promue par le ministre des Transports alors que les mouvements de grève devraient continuer de perturber le trafic ferroviaire et aérien pendant l'été.

**Flash** – Les conducteurs de [tram](#) dans le sud de Londres ont fait grève lundi et mardi et une action similaire devrait se tenir les 13 et 14 juillet. Les conducteurs protestent contre une proposition de hausse des salaires de 3 % qu'ils jugent insuffisante face à une inflation qui a atteint 9,1 % en mai en rythme annuel.

## Le ministère des Transports (*DfT*) prolonge jusqu'au 13 juillet le plan de soutien accordé à *Transport for London (TfL)*

Le quatrième [funding settlement](#) arrivait à échéance le 24 juin. Selon le ministre des [Transports](#) Grant Shapps, *TfL* n'aurait pas réalisé de progrès pour réformer le système de retraite des conducteurs de métro, jugé trop coûteux par le *DfT*. L'extension du [funding settlement](#) doit permettre à *TfL* et au *DfT* de continuer à négocier sur ce point et sur les conditions d'un éventuel investissement public de long terme. Le *DfT* rappelle que tout accord prévoyant un investissement public de long terme est conditionné à l'atteinte de l'équilibre financier par *TfL* d'ici avril 2023. La

négociation d'un tel accord s'annonce compliquée au vu des relations entre le *DfT*, qui souligne que l'Etat a déjà accordé près de 5 Md£ d'aides à *TfL* depuis mai 2020, et le maire de Londres Sadiq Khan qui alerte régulièrement sur le risque de *managed decline* du réseau faute de financements publics suffisants. Selon le maire de Londres, les service de bus et de métro pourraient être réduits de 18 % et 9 % respectivement à l'issue du *funding settlement*.

## Les perturbations dans les aéroports britannique se poursuivent malgré les mesures prises par le gouvernement depuis avril

A l'approche des vacances d'été, le gouvernement rappelle dans un communiqué les 22 mesures prises pour « minimiser les perturbations dans le secteur [aérien](#) et protéger les passagers », notamment les demandes faites aux compagnies aériennes de réduire leurs plans de vols afin d'éviter les annulations de dernière minute. L'aéroport d'Heathrow a annulé jeudi [30 vols](#) devant partir à l'heure de pointe du matin, considérant qu'il n'était pas en mesure d'accueillir l'ensemble des passagers devant les utiliser, entraînant une situation décrite comme chaotique par la presse, de nombreux passagers n'ayant pas été prévenus à temps.

## L'aéroport d'Heathrow pourrait être obligé de réduire ses redevances d'atterrissage

L'Autorité de l'aviation civile (CAA) britannique justifie cette proposition par la forte reprise du trafic aérien. L'aéroport d'[Heathrow](#) avait été autorisé à augmenter ces redevances de près de 10 £ en janvier 2022 pour faire face aux pertes financières liées à la pandémie. Selon les propositions de la CAA, qui rappelle que l'aéroport est parmi les plus chers du monde, les redevances passeraient de 30,19 £ actuellement à 26,31 £ en 2026, soit une baisse de 6 % par an. Le directeur général de l'aéroport d'Heathrow, John Holland-Kaye, s'y oppose, estimant qu'une baisse des redevances se traduirait par une baisse des investissements et une dégradation de l'expérience passager. [La CAA](#) devrait publier sa décision finale à l'automne 2022, après que l'aéroport d'Heathrow lui aura soumis ses propositions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)